



GAZETTE NATIONALE ou LE MONITEUR UNIVERSEL.

À dater du 7 nivose an 8, les Actes du Gouvernement et des Autorités constituées, contenus dans le MONITEUR, sont officiels.

N° 24.

DIMANCHE, 24 Janvier 1808.

INTÉRIEUR.

Paris, le 23 janvier.

DÉCRETS IMPÉRIAUX.

NAPOLÉON, PAR LA GRACE DE DIEU ET LES CONSTITUTIONS, EMPEREUR DES FRANÇAIS, ROI D'ITALIE, ET PROTECTEUR DE LA CONFÉDÉRATION DU RHIN; à tous présents et à venir, salut.

Le Sénat, après avoir entendu les orateurs du Conseil-d'Etat, a décrété, et NOUS ORDONNONS ce qui suit :

Extrait des registres du Sénat - Conservateur, du jeudi 21 janvier 1808.

Le Sénat-Conservateur, réuni au nombre de membres prescrit par l'article XC de l'acte des constitutions, du 22 frimaire an 8,

Vu le projet de sénatus-consulte rédigé en la forme prescrite par l'article LVII de l'acte des constitutions, en date du 16 thermidor an 10,

Après avoir entendu, sur les motifs dudit projet, les orateurs du Conseil-d'Etat, et le rapport de sa commission spéciale, nommée dans la séance du 16 de ce mois;

L'adoption ayant été délibérée au nombre de voix prescrit par l'article LVI du sénatus-consulte organique du 16 thermidor an 10.

Décrete ce qui suit :

Art. 1^{er}. Quatre-vingt mille conscrits de la conscription de 1809, sont mis à la disposition du Gouvernement.

II. Ils seront pris parmi les jeunes gens qui sont nés du 1^{er} janvier 1789, au 1^{er} janvier 1790.

III. Ils seront employés, s'il y a lieu, pendant le cours de la présente année, à compléter les légions de réserve de l'Intérieur, et les cadres des différents régimens dont les dépôts sont en France.

IV. Le présent sénatus-consulte sera transmis, par un message à S. M. I. et R.

Les président et secrétaires.

Signé, CAMBACÉRÈS, *archi-chancelier de l'Empire, président.*

T. HÉDOUVILLE, HERWYN, *secrétaires.*

Vu et scellé,

Le chancelier du Sénat, signé, LAPLACE.

Mandons et ordonnons que les présentes, revêtues des sceaux de l'Etat, insérées au Bulletin des Lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux, et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent dans leurs registres, les observent et les fassent observer, et notre grand-juge ministre de la justice est chargé d'en surveiller la publication.

Donné en notre palais impérial des Tuileries, le 22 janvier 1808,

Signé, Napoléon.

Vu par nous, *archi-chancelier de l'Empire,*
Signé, CAMBACÉRÈS.

Par l'Empereur,
La ministre secrétaire-d'Etat,
Signé, H. B. MARET.

Motifs du sénatus-consulte sur la conscription de 1809: prononcé par M. Regnaud (de Saint-Jean-d'Angely), ministre d'Etat.

MONSIEUR,

SÉNATEURS,

Lorsque votre sagesse appela sous les drapeaux les conscrits de 1808, vos vœux se dirigeaient vers la paix que d'éclatantes victoires avaient préparée.

Vous voulûtes assurer des moyens nouveaux de vaincre et de pacifier.

Le succès a passé votre espoir.

Le feu de la guerre s'est éteint sur le Continent; une paix durable a été jurée entre les deux plus grands souverains du Monde, et l'Europe a respiré.

Mais il est un gouvernement dont le repos de l'Europe est le désespoir, dont la paix est l'effroi, dont la discorde est le besoin, dont la guerre est l'espérance,

L'Angleterre a répondu à l'offre d'une médiation généreuse, offerte par l'Empereur de Russie, en portant le fer et la flamme chez son plus ancien allié; en professant plus solennellement le mépris des droits des nations; en proclamant plus inhumainement le principe d'une guerre éternelle.

L'indignation de tous les souverains a répondu aux manifestes injurieux, aux déclarations astucieuses, aux actes barbares du cabinet de Saint-James.

Les pressentimens que les orateurs de S. M. vous faisaient il y a un an, à cette tribune, sont réalisés.

« C'est, disions-nous, c'est du sein du Continent que l'Angleterre a voulu embraser, que désormais une guerre terrible lui sera faite.

« C'est en lui appliquant, sur tous les rivages européens, les principes qu'elle a appliqués sur toutes les mers, qu'on la ramènera aux principes anciens du droit des gens et des nations civilisées.

« C'est en exilant ses vaisseaux de toutes les côtes où nous aurons des soldats et des alliés, que le ministère anglais sera puni du refus coupable de donner la paix au Monde. »

Telles furent, sénateurs, les paroles que nous vous adressâmes en demandant la conscription de 1808, et voilà qu'en effet une ligue sainte et puissante s'est formée pour punir l'oligarchie anglaise, défendre le droit des nations, venger l'humanité.

De la Mer Baltique à la Méditerranée, du Nil à la Newa, à peine reste-t-il aux vaisseaux de la Grande-Bretagne quelques rivages où ils puissent aborder, quelques points où il ne leur soit pas défendu de toucher.

Mais ce n'est pas assez d'avoir par une juste réciprocité prononcé, contre l'Angleterre, cette effrayante mise hors la loi des nations; il faut encore qu'il ne lui soit pas donné d'être en repos dans le siège de son inique domination, sur aucune de ses côtes, dans nulle de ses colonies, sous aucuns des points du globe qui ne lui sont pas encore interdits.

Il faut que, repoussée d'une partie du Monde, menacée dans toutes les autres, l'Angleterre ne sache où diriger le peu de forces militaires dont elle dispose; et que nos armées, plus formidables que jamais, soient prêtes à porter dans ses possessions nos aigles victorieuses et vengeresses.

Tels sont, Messieurs, les motifs qui ont décidé S. M. à vous demander une conscription nouvelle.

La levée de la précédente a été, comme vous l'aviez prévu, le gage de la paix continentale; la levée de celle-ci sera le présage de la paix maritime.

Le pillage de l'arsenal et du port de Copenhague, l'émigration de la flotte portugaise, n'ont pas encore laissé le Continent sans vaisseaux.

Nos légions peuvent encore atteindre les milices anglaises; l'Irlande peut encore espérer des secours contre l'oppression; l'Inde peut encore attendre des libérateurs.

Et pendant que nos vieilles phalanges marcheront pour hâter les jours de la justice, de nouvelles légions de jeunes braves s'essayeront à la discipline et aux combats sous l'œil paternel de ces guerriers magistrats, de ces généraux sénateurs qui, avec un zèle si heureux, ont déjà formé des braves pour remplacer ceux que la guerre a enlevés à la patrie ou que les congés ont rendus à leur famille.

S. M. aura une surabondance de moyens pour la réalisation de ses vues pacifiques, ou pour l'exécution de ses projets guerriers.

Aux armées puissantes de ses fideles alliés, S. M. l'EMPEREUR ET ROI unira, pour la défense et les triomphes communs, une masse si redoutable, que le succès ne sera pas douteux longtemps.

Une si juste cause ne sera pas en vain défendue par tant de forces, protégée par tant de puissance.

Une ligue si imposante dans ses élémens, si généreuse dans sa politique, si juste dans son objet, si redoutable dans ses moyens, ramènera enfin nos ennemis à la justice par la crainte, ou à la soumission par la victoire.

Premier rapport du ministre des relations extérieures.

SIRE,

Le traité de Tilsitt avait rétabli la paix du Continent: il donnait l'espérance de la paix maritime. Deux grandes puissances se réunissaient pour la rendre au Monde. V. M. la proposait à l'Angleterre: la Russie offrait sa médiation. Qui n'eût pensé que la France et l'Europe allaient jouir du repos auquel elles aspirent, et que les vœux de V. M., pour arriver à cet unique et noble but de ses travaux, de ses triomphes, de ses innombrables sacrifices, seraient enfin remplis? mais une fureur nouvelle s'était emparée de l'Angleterre. Irritée par la paix du Continent, elle a rejeté la médiation de la Russie avec des formes insultantes pour cette grande puissance, et à ces paroles de paix, que V. M. avait fait entendre, elle a répondu par l'expédition de Copenhague. Ainsi, elle a mis le comble aux hostilités qu'elle exerce depuis longtems contre tous les neutres; insultant leur pavillon, attaquant leur commerce et leur indépendance.

V. M., contre qui ce système odieux était dirigé, était sans doute en droit d'appeler les puissances du Continent à maintenir leur neutralité contre l'Angleterre, et à ne plus servir d'instrument à la jalouse haine de cette puissance. Elle était en droit de demander à toute l'Europe de concourir au rétablissement de la paix des mers, dont l'Europe éprouve si impérieusement le besoin, et à l'affermissement du véritable droit des gens maritime, que l'Angleterre déclare hautement ne plus respecter. Et quelle ligue serait plus justifiée par l'humanité et commandée par des intérêts plus chers aux nations!

Les Anglais méconnaissent la souveraineté de tous les gouvernemens: tous les gouvernemens doivent donc se mettre en état de guerre contre les Anglais: ils le doivent au sentiment de leur dignité; ils le doivent pour soutenir l'honneur de leurs peuples; ils le doivent pour remplir toutes les obligations qui lient entre eux les souverains de l'Europe.

L'Angleterre viole les droits des souverains lorsqu'elle oblige les bâtimens naviguant sous le pavillon d'une autre puissance, à recevoir la visite des vaisseaux anglais, à se détourner de la route où les conduit leur commerce, et de la destination autorisée par leur souverain; lorsque ces bâtimens sont entraînés dans les ports d'Angleterre, et que, sans égard pour les expéditions dont ils sont munis et pour le pavillon qu'ils portent, les Anglais les traitent comme s'ils étaient sans aveu et sans garantie.

Par les règles de blocus que les Anglais ont établies, ils ont insulté à l'indépendance de tous les pavillons: ils ont violé le droit public de tous les tems, qui ne déclare une place en état de blocus que lorsqu'elle est investie par terre et par mer, et exposée au péril d'être prise. Le droit de blocus permet alors d'empêcher qu'une place ne reçoive des secours et n'entretienne avec le dehors des communications; mais en l'étendant à des ports non bloqués, à des Empires entiers, à des côtes immenses sur lesquelles ils avaient à peine quelques bricks, quelques frégates, les Anglais ont attaqué non-seulement leurs ennemis, mais toutes les nations neutres dont la dignité, même le devoir, sont de faire respecter leurs droits.

Il n'est aucun souverain de l'Europe qui ne reconnaisse que, si son territoire, sa juridiction venaient à être violés au détriment de V. M., il n'en fût responsable. Si un vaisseau français était saisi dans le port de Trieste ou dans celui de Lisbonne, le gouvernement de Portugal et le souverain à qui Trieste appartient, auraient à regarder comme un outrage personnel cette violence et ce dommage causé à des sujets de V. M.: ils ne pourraient hésiter à contraindre par la force l'Angleterre à respecter leurs ports et leur territoire. S'ils tenaient une conduite contraire, ils se constitueraient complices du tort fait par l'Angleterre à vos sujets; ils se constitueraient en état de guerre avec V. M.

Quand le gouvernement portugais a souffert que ses bâtimens fussent visités par les vaisseaux anglais, son indépendance a été violée, de son consentement, par l'outrage fait à son pavillon, comme elle l'aurait été si l'Angleterre avait violé son territoire ou ses ports.

Les vaisseaux d'une puissance sont comme des portions de son territoire qui flottent sur les mers, et qui, couvertes de son pavillon, doivent jouir de la même indépendance, être défendues contre les mêmes atteintes.

Cette conduite du Portugal donnait à V. M. le droit de lui proposer l'alternative, ou de faire cause commune avec elle, en maintenant les droits de son pavillon et en déclarant la guerre à l'Angleterre, ou d'être considéré comme complice du mal qui résulterait de cette violation pour les intérêts de V. M.

Par-tout on a reconnu la nécessité de prendre contre l'Angleterre des dispositions semblables, de lui fermer tous les ports, de lui appliquer par représailles l'inhospitalité de ses principes. L'ennemi du Continent doit être mis en interdit au milieu des mers, dont il prétend se réserver l'empire.

Dans cette position, toutes les puissances pouvaient et devaient attendre l'une de l'autre un mutuel appui. La désertion de l'une d'entr'elles était une infraction aux lois de confiance et d'intérêt qui les unissaient toutes : elle rompait la chaîne protectrice étendue autour du Continent ; elle ouvrait au commerce de l'Angleterre un coupable accès, quand tous les autres Etats concentraient leurs efforts pour enlever à leur ennemi commun le marché de l'Europe.

Et dans quel moment le Portugal a-t-il trahi la cause du Continent ? L'Angleterre devait-elle espérer encore un allié, lorsqu'exerçant ses violences sur toutes les mers, elle menaçait le Nouveau-Monde comme l'Ancien, attaquait sans motif d'agression le pavillon des Américains, et menaçait de leur sang leurs propres rivages ; lorsque, horriblement fameuse par les désastres de Copenhague, qu'elle a surpris au milieu de la paix et sans défense, elle cherchait dans le pillage de ses arsenaux, quelques tristes et sanglantes dépouilles.

Mais le scandale de cet accord du gouvernement portugais avec l'Angleterre, remonte à d'autres tems. Lorsque l'Angleterre méditait, en 1806, de rallumer en Europe la guerre que V. M. a si glorieusement terminée, elle envoya une flotte à Lisbonne ; les ministres eurent des conférences : le tems en a dévoilé le but et les résultats.

Les escadres anglaises envoyées dans la rivière de la Plata n'ont-elles pas relâché à Janciro ? Les troupes qu'elles avaient jetées à Buenos-Ayres, à Monte-Video, n'ont-elles pas reçu du Brésil des approvisionnements ? Ces secours éloignés pouvaient échapper à l'attention de l'Europe ; mais elle a vu le Portugal recueillir, ravitailler dans ses ports les vaisseaux anglais destinés au blocus de Cadix, ceux qui allaient attaquer Constantinople et l'Egypte, ceux qui devaient débarquer des troupes dans le royaume de Naples pour y faire éclater la révolte, ceux qui devaient introduire des marchandises anglaises sur toutes les côtes de la Méditerranée, quoique le Portugal sût que tous les ports du Midi leur étaient fermés.

Un consul français, que le Portugal avait reconnu et admis à exercer ses fonctions dans le port de Faro, a été arraché de sa maison par l'intendant des douanes : il a été traîné dans les cachots ; il n'en est sorti que pour être exilé, et le gouvernement portugais s'est refusé pendant trois mois à réparer cet outrage.

Des protestations de neutralité voilaient mal cette conduite hostile : la cour de Lisbonne eut à s'expliquer sans détours. V. M. lui proposa d'accéder au système du Continent ; à ce prix elle aurait tout oublié.

Le Portugal, s'il embrassait ce système, devait à V. M. une garantie de ses dispositions, et puisqu'il avait permis que des Français et des propriétés françaises fussent enlevés par les Anglais à bord de ses bâtimens, il devait, sur la demande de V. M., arrêter les Anglais voyageant en Portugal, et saisir les marchandises anglaises, comme otages pour vos sujets, comme indemnités pour leurs pertes.

Mais, loin de déférer aux propositions de V. M., le gouvernement portugais n'a eu d'autre sollicitude que d'en instruire la cour de Londres, de tranquilliser l'Angleterre sur ses intérêts, de lui garantir la sûreté des Anglais, et de leurs propriétés en Portugal. Il n'avait protégé ni les Français ni leur commerce : la personne et le commerce de leurs ennemis ont continué d'être libres et favorisés. On promet bien de s'unir à la cause du Continent, même de déclarer la guerre à l'Angleterre ; mais on veut la faire, pour ainsi dire, de concert avec elle ; lui fournir, sous des apparences hostiles, les moyens de continuer son commerce avec le Portugal, et par le Portugal avec le reste de l'Europe ; genre de guerre équivalent à une neutralité perfide. On demande des secours à l'Angleterre, et, pour gagner du tems, on essaie de tromper V. M. par de vaines déclarations ; on allègue des scrupules sur quelques-unes des conséquences de la guerre, lorsqu'on n'en a plus sur la guerre même qui brise tous les liens.

En vain V. M., daignant condescendre à ces prétendus scrupules, a modifié ses premières demandes ; les mêmes refus se renouvellent. Le Portugal fait des promesses, mais il en retarde

l'exécution sous divers prétextes. Tantôt c'est le prince de Beyra, un enfant de douze ans, qu'on veut envoyer au Brésil pour défendre cette colonie ; tantôt c'est une escadre attendue de la Méditerranée, qu'on veut mettre en sûreté dans le Tage.

Ainsi, le Portugal, embarrassé dans ses artifices, et prenant avec la cour de Londres des engagements réels et utiles aux Anglais, avec la France des engagements vagues et simulés, attend les secours et les conseils de l'Angleterre, cherche à éloigner les menaces du Continent, et, s'humiliant devant l'un et l'autre, remet en aveugle, au sort des événemens, les intérêts, peut-être même l'existence d'une nation qui lui demande toute entière de ne pas la livrer à une puissance si funeste à tous ses alliés.

L'époque que Votre Majesté avait fixée pour la détermination qu'elle attendait, cette époque qu'elle avait bien voulu reculer d'un mois, est arrivée. Le Portugal a prononcé lui-même sur son sort. Il a rompu ses dernières communications avec le Continent, en mettant les légations de France et d'Espagne dans la nécessité de quitter Lisbonne. Ainsi, se dévoilent ses intentions hostiles, que masquait faiblement un langage de perfidie et de duplicité. Non-seulement les Anglais et leurs marchandises ont été mis en sûreté, mais les préparatifs militaires que fait le Portugal sont dirigés contre la France : il n'attend pour éclater que l'arrivée de l'escadre et de l'armée anglaises qui ont dépouillé le Danemark : folle espérance, qui, si elle était réalisée, mettrait le comble à tous ses maux. Votre Majesté le verra avec douleur se ranger parmi ses ennemis ; mais elle ne peut plus considérer comme une puissance amie, ni comme une puissance neutre, celle qui a renoncé à son indépendance ; qui a laissé violer l'honneur de son pavillon, et qui sacrifie à nos ennemis les intérêts de V. M. et ceux de toute l'Europe.

Le Portugal s'est mis en état de guerre avec la France, quelles que fussent envers lui les dispositions bienveillantes de Votre Majesté. La guerre contre le Portugal est devenue pour elle un rigoureux, mais nécessaire devoir. L'intérêt du Continent, d'où les Anglais doivent être exclus, force Votre Majesté à la déclarer. De plus longs délais n'aboutiraient qu'à mettre Lisbonne entre les mains de l'Angleterre.

J'ai donc l'honneur de proposer à Votre Majesté de remettre à la légation de Portugal, des passeports pour quitter la France, et de regarder comme entièrement rompues des liaisons de paix que le Portugal a voulu rompre.

Si cette guerre devait conduire le Portugal à subir le sort de tant d'Etats tombés victimes de l'amitié de l'Angleterre, V. M., qui ne recherche point de pareils succès, regrettera sans doute que l'intérêt du Continent l'ait rendue nécessaire. Ses vues, qui se sont constamment élevées avec sa puissance, lui montrent plutôt dans la guerre un fléau pour l'humanité, qu'une nouvelle perspective de gloire, et tous les souhaits de V. M. seraient de n'avoir plus à se vouer qu'à la prospérité de son Empire.

Je suis avec un profond respect,

SIRE,

De Votre Majesté impériale et royale,

Le très-obéissant, très-fidèle, très-dévoté serviteur et sujet.

Fontainebleau, le 21 octobre 1807.

Signé, CHAMPAGNY.

Deuxième rapport du ministre des relations extérieures.

SIRE,

J'ai l'honneur de remettre sous les yeux de V. M. le rapport qui accompagnait la proposition que je lui avais faite, et qu'elle avait approuvée, de renvoyer la légation portugaise, et de regarder comme rompus tous les liens de paix qui unissaient le Portugal à la France. L'événement a prouvé, SIRE, combien était fondée l'opinion que je présentais à Votre Majesté, des dispositions du Portugal ; combien étaient nécessaires les mesures actives et prévoyantes que Votre Majesté a prises à cette époque, et qui ont été si bien secondées par la rapidité de la marche de ses troupes. En vain la cour de Lisbonne, pour tromper la vigilance de Votre Majesté, a déclaré la guerre à l'Angleterre, vingt jours après que votre ministre eut quitté le Portugal, et lorsque son ambassadeur était revenu dans ses foyers ; il était évident que cette mesure était concertée avec les Anglais : en vain elle ordonnait le séquestre de leurs marchandises, décret auquel elle n'a même donné aucune apparence d'exécution, lorsque les marchandises anglaises de quelque valeur, et les Anglais avaient été mis à l'abri de toute mesure dirigée contre eux : sa mauvaise foi n'en était que plus évidente. Elle

l'a poussée au point de faire partir un ambassadeur extraordinaire (qui, il est vrai, n'a pas passé les frontières du Portugal), au moment même où, convaincue que V. M. n'avait pu être trompée, elle concertait sa fuite avec le ministre anglais et le commandant de l'escadre anglaise ; et peu d'instans avant de recevoir la nouvelle de cet événement inattendu, un courrier portugais apportait en Italie à V. M. de nouvelles protestations de l'attachement du Portugal à la cause commune ; il annonçait le retour de M. de Lima, qui n'a pas quitté Lisbonne, et l'arrivée de l'ambassadeur extraordinaire, M. de Marialva, probablement dupe, comme le courrier, de la mauvaise foi de sa cour. Ce malheureux courrier arrivé en Italie, après l'épuisement de toutes ses ressources, y a appris avec désespoir qu'il n'avait plus de gouvernement.

Le but de ces vils artifices était évident.

Le Portugal, fidèle à la cause de l'Angleterre, lui demandait des secours, et voulait gagner du tems pour les attendre ; mais les secours de l'Angleterre ont toujours été funestes à ses alliés ; ils n'ont servi au prince-régent qu'à protéger sa fuite et à assurer la perte de ses Etats.

Le prince-régent est parti le 29 novembre, sur cette escadre qu'on armait, disait-on, tantôt pour faire la guerre à l'Angleterre, tantôt pour transporter au Brésil le prince de Beyra, fils du prince-régent, envoyé dans cette colonie, afin de l'empêcher de se donner aux Anglais. La maison de Bragance toute entière, s'est donnée aux Anglais, avec tout ce qu'elle a pu emporter, et le Brésil ne sera plus qu'une colonie anglaise. Le Portugal est enfin délivré du joug de l'Angleterre ; V. M. l'occupe par ses troupes ; il a été laissé sans défense du côté de la mer, et une partie des canons de ses côtes a été enclouée. Aussi l'Angleterre les menace actuellement ; elle bloque ses ports ; elle veut dévaster ses rivages. L'Espagne a eu des craintes pour Cadix ; elle en a pour Ceuta ; c'est vers cette partie du Monde que les Anglais paraissent vouloir diriger leurs expéditions secrètes. Ils ont débarqué beaucoup de troupes à Gibraltar ; ils ont rappelé de ce côté celles qui avaient été chassées du Levant, et une partie de celles qu'ils avaient accumulées en Sicile. Leurs croisières sur les côtes d'Espagne deviennent plus vigilantes, ils semblent vouloir se venger sur ce royaume, des revers qu'ils ont éprouvés dans ses colonies. Toute la presqu'île mérite donc de fixer particulièrement l'attention de V. M. J'ai cru devoir lui exposer cet état de choses ; sa sagesse lui dictera les mesures qu'il peut exiger.

Je suis avec un profond respect,

SIRE,

De Votre Majesté impériale et royale,

Le très-obéissant, très-fidèle, très-dévoté serviteur et sujet.

Paris, le 2 janvier 1808.

Signé, CHAMPAGNY.

Rapport du ministre de la guerre à Sa Majesté l'EMPEREUR et Roi.

Votre Majesté m'a ordonné de former le 1^{er} et le 2^e corps d'observation de la Gironde. Le 1^{er} de ces corps, que commande le général Junot, a conquis le Portugal. La tête du 2^e est déjà à portée de suivre le 1^{er}, si les circonstances l'exigent.

Votre Majesté, dont la prévoyance n'est jamais en défaut, a voulu que le corps d'observation de l'Océan, qu'elle a confié à M. le maréchal Moncey, fût en 3^e ligne.

La nécessité de fermer les ports du Continent à notre irréconciliable ennemi et d'avoir sur tous les points d'attaque des moyens considérables, afin de profiter des circonstances heureuses qui se présenteraient pour porter la guerre au sein de l'Angleterre, de l'Irlande et des Indes, peuvent rendre nécessaire la levée de la conscription de 1809.

Le parti qui domine à Londres a proclamé le principe de la guerre perpétuelle, et l'expédition de Copenhague a révélé ses intentions criminelles. Quoique l'indignation de toute l'Europe se soit soulevée contre l'Angleterre ; quoique dans aucune époque la France n'ait eu des armées aussi nombreuses, ce n'est point assez encore : il faut que l'influence anglaise puisse être attaquée partout où elle existe, jusqu'au moment où l'aspect de tant de dangers portera l'Angleterre à éloigner de ses conseils les oligarques qui les dirigent, et à confier l'administration à des hommes sages et capables de concilier l'amour et l'intérêt de la patrie, avec l'intérêt et l'amour du genre humain.

Une politique vulgaire aurait pu déterminer V. M. à désarmer ; mais cette politique serait un fléau pour la France : elle rendrait imparfaits

les grands résultats que vous avez préparés. Oui, SIRE. V. M., loin de diminuer ses armées, doit les accroître jusqu'à ce que l'Angleterre ait reconnu l'indépendance de toutes les puissances, et rendu aux mers cette tranquillité que V. M. a assurée au Continent. Sans doute, V. M. doit souffrir d'exiger de ses peuples de nouveaux sacrifices, de leur imposer de nouvelles obligations; mais elle doit aussi se rendre à ce cri de tous les Français: « Point de repos jusqu'à ce que les mers soient affranchies, et qu'une paix équitable ait rétabli la France dans le plus juste, le plus utile et le plus nécessaire de ses droits. »

Je suis avec un profond respect,

SIRE.

De Votre Majesté impériale et royale,

Le très-obéissant, très-fidèle, très-dévoté serviteur et sujet.

Paris, le 6 janvier 1808.

Signé, CLARKE.

NAPOLÉON, PAR LA GRACE DE DIEU ET PAR LES CONSTITUTIONS, EMPEREUR DES FRANÇAIS, ROI D'ITALIE, ET PROTECTEUR DE LA CONFÉDÉRATION DU RHIN: à tous présents et à venir, Salut:

Le Sénat, après avoir entendu les orateurs du Conseil d'Etat, a décrété et NOUS ORDONNONS ce qui suit:

Extrait des registres du Sénat - Conservateur, du jeudi 21 janvier 1808.

Le Sénat-Conservateur, réuni au nombre de membres prescrit par l'art. XC de l'acte des constitutions de l'an 8;

Vu le projet de sénatus-consulte organique rédigé en la forme prescrite par l'article LVII du sénatus-consulte organique du 16 thermidor an 10;

Après avoir entendu, sur les motifs dudit projet, les orateurs du gouvernement, et le rapport de sa commission spéciale, nommée dans la séance du 16 de ce mois;

L'adoption ayant été délibérée au nombre de voix prescrit par l'article LVI du sénatus-consulte organique de la constitution, du 16 thermidor an 10;

Décree ce qui suit:

Art. 1^{er}. Les villes de Kehl, Cassel, Wesel, Flessingue, et leurs dépendances sont réunies au territoire de l'Empire français.

II. Kehl fera partie du département du Bas-Rhin, Cassel du département du Mont-Tonnerre, Wesel du département de la Roër, et Flessingue du département de l'Escaut.

III. Le présent sénatus-consulte organique sera transmis, par un message, à S. M. Impériale et Royale.

Les président et secrétaires,

Signé, CAMBACÉRÈS, archi-chancelier de l'Empire, président;

T. HÉDOUVILLE, HERWYN, secrétaires.

Vu et scellé.

Le chancelier du Sénat, signé, LAPLACE.

Mandons et ordonnons que les présentes, revêtues des sceaux de l'Etat, insérées au Bulletin des Lois, soient adressées aux cours, aux tribunaux et aux autorités administratives, pour qu'ils les inscrivent dans leurs registres, les observent et les fassent observer; et notre grand-juge, ministre de la justice, est chargé d'en surveiller la publication.

Donné en notre palais impérial des Tuileries, le 22 janvier 1808.

Signé NAPOLÉON.

Vu par nous, l'archi-chancelier de l'Empire. Le ministre secrétaire d'Etat, Signé, CAMBACÉRÈS.

Signé, H. B. MARET.

Motifs du sénatus-consulte organique relatif à la réunion à l'Empire français, de Kehl, Cassel, Wesel et Flessingue, prononcé par M. le conseiller-d'Etat Lacuée, ministre d'Etat.

MONSIEUR,

SÉNATEURS,

Sa Majesté Impériale et Royale nous a ordonné de vous présenter un projet de sénatus-consulte organique, dont l'objet est de réunir au territoire de l'Empire français, les villes de Kehl, Cassel, Wesel et Flessingue.

Si déjà l'extrême modération de S. M. l'EMPEREUR et Roi n'avait éclaté aux yeux de l'Europe, dans un grand nombre de circonstances, on s'étonnerait sans doute de voir un prince dont les aigles ont victorieusement plané depuis l'Adriatique jusqu'au Niémen, convoquer solennellement le Sénat français, pour ne lui proposer la conservation que de quatre points pour ainsi dire imperceptibles dans l'immensité de ses conquêtes.

On se demanderait pourquoi, après avoir si généreusement agrandi les Etats de ses alliés, il ne songe pas à étendre les siens; car ce n'est point les agrandir que de se borner à y joindre la place de Kehl, qui ne saurait être considérée que comme une dépendance de Strasbourg, et celle de Cassel, qui entre nécessairement dans le système des fortifications de Mayence.

Ce n'est également que comme point militaire que Wesel se lie à la défense de la ligne du Rhin.

Enfin, la possession entière de Flessingue, dont la moitié nous appartenait déjà, n'a pour but que de protéger l'embouchure de l'Escaut et de couvrir d'un rempart inébranlable les brillantes destinées d'Anvers.

Ainsi, Sénateurs, ce ne sont pas des vues d'agrandissement qui ont séduit la pensée de S. M. l'EMPEREUR et Roi. Songez à fait la France assez grande; sa prévoyance ne veut plus que lui garantir une existence durable, et assurer à la confédération du Rhin qu'il a créée, des secours aussi puissants que prompts, si jamais elle était menacée d'une attaque étrangère.

MINISTÈRE DU GRAND-JUGE

Par jugement du 18 août 1807, sur la demande de Silvain Bourgault, vigneron à Billy

Le tribunal de première instance à Tours, département d'Indre-et-Loire, a ordonné une enquête pour constater l'absence de Michel Bourgault, parti le 6 mai 1793, sans qu'on ait eu de ses nouvelles depuis cette époque.

Par jugement du 24 août 1807, vu la demande de Marie-Thérèse Ghiaioné, née Rudino, de Cairo,

Le tribunal de première instance à Savone, département de Montenotte, a déclaré l'absence de Joseph Rudino, de Cairo.

Par jugement du 21 août 1807, sur la demande d'Alexis-Augustin Lebel, ferblantier, et Marie-Louise-Victoire Guignon, sa femme, et autres intéressés.

Le tribunal de première instance à Amiens, département de la Somme, a ordonné une enquête pour constater l'absence de Jacques Guignon, disparu de cette ville depuis environ dix ans.

Par jugement du 10 mars 1807, sur la demande de Nicolas Belouet, demeurant à Ys, en Bas-signy, et autres intéressés, en déclaration d'absence de Jean Regnier père, et de Nicolas, Edme Jean, Henri et Claude Regnier ses enfants, disparus depuis plus de 25 ans.

Le tribunal de première instance à Chaumont, département de la Haute-Marne, a ordonné une enquête contradictoirement avec le procureur impérial, pour constater l'absence de Jean Regnier père, de Nicolas, Edme, Jean, Henri et Claude Regnier.

Par jugement du 29 avril 1807, sur la demande de Jean David, propriétaire à Versailles,

Le tribunal de première instance à Versailles, département de Seine-et-Oise, a ordonné une enquête, pour constater l'absence de Nicolas David, son neveu, parti en 1793 de Versailles, et dont on n'a pas eu de nouvelles depuis plus de 13 ans.

PRÉFECTURE DE POLICE.

Le conseiller-d'Etat, à vie, chargé du 3^e arrondissement de la police générale de l'Empire, préfet de police, et l'un des commandans de la Légion d'honneur, a rendu, le 19 janvier 1808, une ordonnance concernant l'échenillage, dont la teneur suit:

Aussitôt après la publication de la présente ordonnance, tous propriétaires, fermiers ou locataires de terrains situés dans le ressort de la préfecture de police, seront tenus d'écheniller ou de faire écheniller les arbres, haies et buissons qui sont sur lesdits terrains, ainsi que ceux qui bordent les grandes routes et les chemins vicinaux, sous les peines portées par l'art. 1^{er} de la loi du 26 ventose an 4.

Il leur est enjoint, sous les mêmes peines, de brûler, sur-le-champ, les bourses et toiles provenant desdits arbres, haies ou buissons, en prenant les précautions nécessaires pour prévenir le danger du feu.

L'échenillage sera terminé avant le 1^{er} mars prochain.

En cas de négligence de la part des propriétaires, fermiers ou locataires, les maires et adjoints des communes feront faire l'échenillage aux dépens de ceux qui l'auront négligé, conformément à l'article VII de la loi précitée.

Les contraventions seront constatées par des procès-verbaux, qui seront adressés au préfet de police.

Il sera pris envers les contrevenants telles mesures de police administrative qu'il appartiendra, sans préjudice des poursuites à exercer contre eux par-devant les tribunaux, conformément aux lois et aux réglemens.

La présente ordonnance sera imprimée, publiée et affichée.

Il en sera adressé une ampliation à l'administration générale des Eaux et forêts.

BANQUE DE FRANCE.

Les escomptes de la Banque, qui avaient lieu les lundi et jeudi de chaque semaine, sont fixés aux lundi, mercredi et vendredi, à partir du lundi 25 janvier 1808.

Le directeur-général, GARAT.

SOCIÉTÉS SAVANTES.

Programme des questions proposées par la Société de médecine de Bruxelles, pour le concours de l'année 1888.

Procès-verbal de la séance du 21 décembre 1807.

La Société de médecine de Bruxelles avait proposé, dans sa séance du 5 janvier 1807, pour le concours de la même année les questions suivantes:

- 1^o. Quels sont les effets que produisent les orages sur l'homme et sur les animaux?
- 2^o. De quelle manière ces effets ont-ils lieu?
- 3^o. Quels sont les moyens de s'en garantir et de remédier aux désordres qu'ils occasionnent?

Le terme pour le concours avait été fixé au 1^{er} octobre suivant.

La Société a vu, avec infiniment de regret, qu'il ne lui était parvenu, jusqu'à cette époque, aucun Mémoire.

Un seul lui a été adressé sur ces questions dans le courant d'octobre.

Quoique, d'après les termes de son arrêté, la Société ne pût faire aucun usage de ce Mémoire, elle a cru cependant devoir en prendre connaissance.

Ce Mémoire, portant pour épigraphe: *Benedicite fulgura Domino*, quoique intéressant par les détails dans lesquels son auteur est entré sur les orages qui ont eu lieu à diverses époques, est loin de remplir le but que la Société s'était proposé en mettant au concours ces questions; l'auteur a sur-tout négligé de faire usage des connaissances auxquelles la physique et la chimie sont actuellement parvenues.

La Société a jugé convenable de remettre, cette année, au concours les mêmes questions. Elle les croit assez importantes pour fixer l'attention des savans. Dans la vue d'encourager les concurrens, elle adjugera à l'auteur du meilleur Mémoire une médaille d'or de la valeur de 300 francs.

La Société a arrêté qu'il serait proposé aussi pour le même concours les questions suivantes:

- 1^o. Quelle est la nature et la cause des affections connues sous le nom de goutte?
- 2^o. Quelles sont les maladies dont la goutte prend le caractère, lorsqu'elle est irrégulière dans sa marche, ou lorsque son action ne se porte point sur les extrémités?
- 3^o. Quels sont, dans ce cas, les moyens les plus efficaces, soit comme prophylactiques, soit comme curatifs?

Le prix consistera dans une médaille en or, de la valeur de 200 fr.

La Société avait pris l'engagement de donner une médaille d'or, de la valeur de 100 fr., à l'auteur qui aurait le mieux satisfait sur les maladies régnantes dans le département de la Dyle. Elle n'a reçu également qu'un seul Mémoire sur ces maladies. Il lui est parvenu aussi trop tard, et d'ailleurs ne lui a rien offert qui n'ait déjà été dit dans les Mémoires qu'elle a reçus les années précédentes.

La distribution de cette médaille est remise au concours actuel.

Les concurrents sont de nouveau invités à ne point perdre de vue la description topographique des lieux dont ils décrivent les maladies régnantes, ni les circonstances qui les ont déterminées. Ils feront connaître les moyens qui leur ont paru les plus propres pour les prévenir, et les traitemens qui leur ont le mieux réussi.

La Société desire qu'il soit fait mention de la population des lieux, des mœurs, de l'industrie et du caractère de leurs habitans. Elle invite tous les praticiens du département à lui confier le résultat de leurs recherches, afin de concourir avec elle au travail qu'elle se propose de faire à ce sujet, de la mettre par-là à portée de rendre cet ouvrage plus utile à la société, et de remplir les intentions du Gouvernement protecteur qui veille au bonheur des Français.

Les Mémoires pourront être écrits en latin, en français, en flamand, ou en hollandais.

Les concurrents sont prévenus que le terme, pour le concours de ces diverses questions, est invariablement fixé au 1^{er} octobre prochain; que leurs Mémoires devront porter une sentence ou devise écrite, ainsi que leur nom, dans un billet cacheté et joint au Mémoire. Ils devront les adresser, francs de port, à J. J. Caroly, médecin, secrétaire de la Société.

Les membres résidans sont seuls exceptés du concours.

Les médailles porteront l'effigie de l'EMPEREUR NAPOLEON.

Bruxelles, le 21 décembre 1807.

DUPONT, membre de la Légion d'honneur, président.

J. J. CAROLY, secrétaire.

Société d'agriculture, des sciences et arts du département de l'Eure.

PROGRAMME.

Un prix de 400 fr., et de plus un bélier merinos (de race espagnole pure) seront solennellement décernés par la Société d'agriculture, des sciences et des arts du département de l'Eure, en sa séance publique, lors de la session du conseil-général, en 1810, au cultivateur propriétaire ou fermier domicilié dans le département, qui aura le plus utilisé ses jachères ou guérets, dans une exploitation d'une charue de douze hectares de terre par saison (15 acres au moins, mesure ancienne.)

Un pareil bélier merinos sera donné pour accessit au cultivateur qui aura le plus approché du prix.

Ces récompenses seront décernées de préférence à ceux qui, d'ailleurs à mérite égal, auront joint à la preuve de l'amélioration de leurs terres, des observations claires et précises dans lesquelles ils exposeraient les différentes raisons qui les auront guidés dans leurs procédés, et les résultats qu'ils en auront obtenus;

Et 2^o à ceux qui, toujours à mérite égal, auraient de plus celui d'avoir lutté contre les difficultés d'un sol ingrat.

Messieurs les cultivateurs qui croiront avoir droit de prétendre au prix, le feront savoir dans les derniers mois de 1809 au 1^{er} janvier 1810 (au plus tard) à M. le préfet, qui fera dresser une liste des concurrents, qu'il présentera à la Société.

A l'appui de leur demande pour l'inscription, MM. les concurrents joindront un certificat circonstancié de la part de MM. les maire et adjoints de leur commune, ou de deux membres au moins associés ou correspondans de la Société, qui vérifieront par procès-verbal les moyens de culture et d'amélioration qui ont été employés.

La Société enverra de suite des commissaires sur les lieux, pour constater les diverses opérations des concurrents. C'est d'après le rapport de ces commissaires que la Société jugera définitivement ceux qui auront mérité le prix, l'accessit et les mentions honorables.

Prix de littérature, proposé par la Société d'agriculture, sciences et arts du département de l'Eure.

PROGRAMME.

Un prix d'une médaille d'or, de la valeur de 200 francs, sera décerné par la Société, dans sa séance publique de 1808, à l'auteur du meilleur éloge de Nicolas Poussin, peintre, né à Andely en 1594, et mort à Rome en 1665.

La Société, en proposant l'éloge du Poussin, de cet homme placé depuis long-tems sur la liste des plus grands peintres, n'ignore pas que ce sujet a déjà exercé la plume de plusieurs écrivains;

mais si la France s'honore de cet artiste célèbre, le département de l'Eure s'enorgueillit de l'avoir vu naître. Quelle circonstance, d'ailleurs plus favorable pour proposer l'éloge du philosophe de la peinture, que celle où la reconnaissance publique, sous les auspices d'un Gouvernement ami de tout ce qui peut concourir à la gloire du nom français, élève au Poussin un monument dans la ville où il prit naissance?

La pièce couronnée sera lue en séance publique; la Société jugera préalablement les autres pièces du concours dignes d'une honorable mention. Lecture en sera faite dans la même séance, en entier ou par fragmens.

Comme le prix sera décerné à la séance publique de 1808, les littérateurs qui voudront concourir sont invités à adresser leurs ouvrages (francs de port) au secrétaire perpétuel de la Société d'agriculture, sciences et arts du département de l'Eure, sous le couvert de M. le préfet de ce département.

Nota. Il a été ouvert et formé des souscriptions pour consacrer au Poussin un monument dans la ville d'Andely. Ceux qui voudraient y concourir, peuvent verser leurs fonds dans les caisses des receveurs des contributions de leur arrondissement, ou les adresser directement à celui de l'arrondissement d'Andely.

BEAUX-ARTS.

La sixième livraison de l'ouvrage sur les Indous, ou Description de leurs mœurs, coutumes, cérémonies, etc. etc., représentés en 252 planches, par Balthazard Solvyns, dessinés d'après nature dans l'Indostan, gravés à l'eau-forte et terminés par lui-même, vient de paraître.

Cette livraison justifie et accroit l'opinion favorable que le public a conçue de cet ouvrage et des talens de son auteur. Rien n'est oublié pour l'amener à sa perfection. Tous les mois il en paraît une livraison. — Le prix de chacune est de 36 fr.

On souscrit à Paris, chez M. Balthazard Solvyns, place Saint-André-des-Arcs, n^o 11.

CURIOSITÉS.

Depuis quelques jours on a ouvert au Palais-Royal un spectacle d'un genre nouveau, sous le nom de *Cosmorama*. A l'aide de différens effets d'optique et de lumières disposées avec art, on fait paraître, de grandeur presque naturelle, des vues pittoresques dessinées à l'aquarelle et à la gouache. Les inventeurs de ce spectacle se proposent d'offrir, dans le cours d'une année, les sites les plus curieux des différentes parties du Monde. Les tableaux de cette première exposition présentent des vues de la Syrie, de la Grece, de Rome, etc., et chaque mois ils doivent être remplacés par de nouvelles vues prises dans d'autres pays. Cet établissement est aussi curieux qu'instructif pour les voyageurs, les artistes et les amateurs des beaux-arts.

LIVRES DIVERS.

Introduction au cours de Physiologie du cerveau, ou Discours prononcé par M. le docteur Gall, à la séance d'ouverture de son cours public le 15 janvier 1808, et Précis analytique de la marche suivie par le docteur dans ses recherches. Brochure in-8^o.

Prix, 75 c., et 90 c. franc de port.

A Paris, chez Firmin Didot, rue de Thionville, n^o 10; Lefort, rue du Rempart-Saint-Honoré, et de Richelieu, en face du Théâtre-Français, n^o 11; F. Schœll, rue des Fossés-Saint-Germain-l'Auxerrois, n^o 29.

Almanach du Voyageur et du Commerçant, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de Paris et des départemens; troisième année. Un vol. in-24 de 300 pages.

Prix, 1 fr. 20 c., et 1 fr. 60 c. franc de port.

A Paris, chez Adrien Garnier, imprimeur-libraire, rue de la Harpe, n^o 35, en face celle Serpente.

Olivia Rutland, ou le Mariage inattendu, par L. M. J. B***y de G***c; 2 vol. in-12.

Prix, 3 fr., et 4 fr., franc de port.

A Paris, chez Frechet, libraire-commissionnaire, rue du Petit-Lion-Saint-Sulpice, n^o 21 et 24, au bureau du *Glaneur littéraire*.

COURS DU CHANGE.

Bourse d'hier.

EFFETS PUBLICS.

Cinq pour % c. j. du 22 sept. 1807	85 fr. 65 c.
Idem. Jouis. du 22 mars 1808	fr. c.
Bons de remboursement	fr. c.
Provisoire	fr. c.
Bons an 7	fr. c.
Bons an 8	fr. c.
Rescriptions sur domaines	92 fr. c.
Act. de la B. de Fr. j. du 1 ^{er} janv. 1855	fr. c.

SPECTACLES.

Académie impériale de Musique. Aujourd'hui, Panurge dans l'Isle des Lanternes, et Psyché.

Théâtre Français. Les comédiens ordinaires de S. M. l'EMPEREUR donneront aujourd'hui, Iphigénie en Aulide, et....

Théâtre de l'Impératrice, rue de Louvois. Les comédiens ordinaires de S. M. donneront aujourd'hui, les Badands de Londres, les Marionnettes, et la Comtesse d'Escarbagnas.

Théâtre de l'Opéra-Comique. Les comédiens ordinaires de S. M. l'EMPEREUR donneront aujourd'hui, Camille, et Richard Cœur-de-Lion. — Incess. la 1^{re} repr. de Menzikoff, ou le Fou de Berezoff, drame en 3 actes.

Théâtre du Vaudeville, rue de Chartres. Aujourd'hui, Pauline, la Marchande de Modes, et Arlequin à Alger.

Théâtre des Variétés, Boulevard Montmartre. Aujourd'hui, Laisnez et La Monnaie, Cadet Roussel au Jardin-Turc, la Prisonnière, et Romainville.

Théâtre de la Gaîté, boulevard du Temple. Aujourd'hui, l'Héroïsme des Femmes, et la Queue de Lapin.

Ambigu-Comique, boulevard du Temple. Aujourd'hui, Tékéli, et les deux Statues.

Panorama. Les vues des villes d'Amsterdam et de Boulogne sont exposées au public, dans deux des rotondes du boulevard Montmartre, depuis dix heures du matin jusqu'à cinq. — Prix d'entrée, 2 fr. chaque.

Panharmonicon, rue du Lycée, près le Palais-Royal, en face du passage de la Galerie de bois. Tous les jours, à huit heures du soir. On y entendra une nouvelle pièce de Steibelt, formant les quatre points du jour, le calme de la nuit, le lever du soleil, le chant du coq, le berger et le laboureur allant aux champs, le chasseur avec sa meute, etc. etc.

Salle Montansier, Palais du Tribunal. Aujourd'hui, M. Ravel l'aîné, l'incomparable, premier danseur de la Capitale, sur la corde tendue, dansera un pas de Zéphire, le nouveau pas espagnol, et franchira une double pyramide, deux lustres et deux étendards à-la-fois.

Cirque Olympique de MM. Franconi, fils. Aujourd'hui, grands exercices d'équitation, danse et voltige.

Salle des Troubadours, boulevard du Temple. Aujourd'hui, la troupe des grands danseurs français donneront des exercices variés.

Tivoli d'hiver, (ci-devant Veillée, salle de spectacle et Théâtre de la Cité réunis.) Aujourd'hui, 4^e ascension par M. Forioso, la tête en bas et les pieds en l'air, sur un ballon dans le feu d'artifice. Opticographie de M. Gadbois. Tours de Préjean; Vues pittoresques et mécaniques; Concert, dans lequel on entendra M. Bianchi; 4^e début de M. Porte; Voltige par le jeune Intrépide. Exercices de MM. Forioso et Longuemare; M^{mes} Forioso sœur et Frascara; Feu d'artifice. — Prix, 3 fr. 30 c. par personne.

Retour du Zéphir, rue des Marais, n^o 8, à l'entrée du faubourg du Temple. — Aujourd'hui et demain Bal paré. L'orchestre sera conduit par M. Maillot.

Cabinet de Physique et de Fantasmagorie de M. le Breton, rue Bonaparte, à l'ancienne Abbaye Saint-Germain, vis-à-vis la poste aux chevaux. Ce Cabinet est ouvert tous les mercredis, vendredis et dimanches, à sept heures du soir, à huit heures les expériences de physique, à neuf heures la fantasmagorie. — On terminera par un orage, et la danse des sorciers. — Prix, 3 fr., et 1 fr. 50 cent.

Théâtre de la Nouveauté, à l'hôtel des Fermes, rue de Grenelle-Saint-Honoré. Aujourd'hui, expériences de physique et mathématiques, tours d'adresse, de mécanique, fantasmagorie, de M. Olivier. On commencera à 7 heures et demie précises.

Théâtre pittoresque et mécanique de M. Pierre, rue Neuve de la Fontaine-Michautière, carrefour Guillon. Spectacle tous les jours sans interruption, à sept heures et demie. M. Pierre continuera les pièces nouvelles annoncées par les affiches.